

# LA LETTRE

DE LA

# COOPERATION DECENTRALISEE



Mai 2010

# SOMMAIRE

Culture .....	2
Afrique .....	3
Amérique latine et Caraïbes .....	13
Amérique du Nord .....	16
Asie .....	17
Europe .....	19
Méditerranée .....	20
Jeunesse-Culture.....	26
Tourisme responsable .....	29
Développement durable .....	30
Institutions européennes .....	31
CGLU .....	34
Etudes .....	35
Actualités .....	36
Agenda .....	39
Publications .....	42

## ÉVÉNEMENT

### « LES CULTURES DIALOGUENT, LES COLLECTIVITÉS COOPÈRENT »

#### Premières rencontres de la culture et de la coopération internationale

Cités Unies France et la Ville de Toulouse organisent les premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture :

**les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2010**  
**Centre de congrès Pierre Baudis**  
**Toulouse**

Dans le cadre d'une réflexion menée sur les contenus des coopérations décentralisées, Cités Unies France cherche, depuis plusieurs années, à mettre en valeur les pratiques comportant une forte « valeur ajoutée » aussi bien pour les collectivités partenaires que pour les collectivités françaises.

La culture, activité historique de la coopération décentralisée est un de ces thèmes « fédérateurs » du fait des projets qu'elle concerne - formation, éducation artistique, ingénierie, patrimoine, livre, arts de la scène, cinéma - et des populations qu'elle touche au Nord comme au Sud.

Ces journées, placées sous le signe de l'échange et du débat, seront l'occasion d'instaurer le dialogue entre des personnalités concernées : élus aux relations internationales et aux affaires culturelles, opérateurs culturels, représentants de l'Etat et du réseau culturel français, experts, journalistes...

Il s'agira de faire le point sur les pratiques et de mettre en avant la « valeur ajoutée » de l'action culturelle internationale pour les collectivités et leurs partenaires.

S'adressant à l'ensemble des acteurs (collectivités et opérateurs culturels), ces rencontres permettront également une approche par métiers de l'action culturelle internationale à des fins de mutualisation.

Programme prévisionnel détaillé sur notre site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1057>

Les inscriptions seront ouvertes à partir du 15 mai, les modalités vous seront précisées très prochainement.

*Pour plus d'informations :*

Laure Blaise-Lyon, chargée de mission Culture

Courriel : [culture@cites-unies-france.fr](mailto:culture@cites-unies-france.fr)

## INFORMATIONS GÉNÉRALES PÔLE AFRIQUE

### Date à retenir

La conférence transversale : « Gouvernances et économies locales : défis des collectivités africaines » aura lieu le 6 juillet 2010. Celle-ci est organisée par le pôle Afrique, dans le cadre de l'Assemblée générale de Cités Unies France et du Forum de la Coopération internationale des collectivités.

### Mise en place de la plateforme des collectivités territoriales de l'espace UEMOA

Les municipalités des pays de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ont jeté les bases de la création prochaine d'une plateforme réunissant toutes les collectivités territoriales décentralisées de cet espace. L'objectif est de permettre de contribuer au renforcement régional. La première réunion de cette plateforme, en partenariat avec la Commission de l'UEMOA, département de l'aménagement du territoire, se tiendra à Ouagadougou du 8 au 10 juin, sur le thème : "Développement territorial et cohésion sociale".

### Répertoire des partenariats de coopération décentralisée

A partir de mai 2010, le pôle Afrique de Cités Unies France commence la réactualisation des répertoires de la coopération décentralisée franco-malgache et franco-béninoise, en lien avec les services de l'Ambassade de France.

## BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

### Report des assises de la coopération décentralisée

Les Assises de la coopération décentralisée franco-béninoises, initialement prévues pour les 7 et 8 juin 2010, à Cotonou, sont reportées, pour les préparer dans de meilleurs délais et conditions. Les nouvelles dates ne sont pas encore arrêtées, mais la deuxième quinzaine de juin serait retenue.

## BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin

## **Restitution finale de l'évaluation de la coopération décentralisée franco-burkinabè**

De nombreuses collectivités et leurs comités de jumelage, réseaux régionaux, représentants du MAEE, etc. ont participé à la dernière réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 9 avril dernier. La journée était principalement consacrée à la restitution finale de l'évaluation de la coopération décentralisée franco-burkinabè - évaluation pilotée par le ministère français des Affaires étrangères et européennes, réalisée par le CIEDEL, en 2009, puis restituée au Burkina Faso, en mars 2010.

A l'issue de cette rencontre, le président du groupe-pays a invité les collectivités à se prononcer sur le contenu, sur les recommandations du rapport final de l'évaluation, et la manière de s'en saisir, individuellement au sein de chaque partenariat et collectivement au sein du groupe-pays. Cette consultation se fera jusqu'au 17 mai 2010.

Le rapport final de l'évaluation est téléchargeable sur le site de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article978>

## **« Fonds de solidarité des collectivités territoriales françaises pour les inondations en Afrique de l'Ouest »**

Le président du groupe-pays devrait se rendre au Burkina Faso prochainement. Une des priorités sera d'identifier les actions à mettre en œuvre à partir des contributions des collectivités, en cohérence avec les opérations et programmes des autorités locales, des partenaires techniques, ainsi que financiers des zones concernées. Les collectivités françaises impliquées seront contactées préalablement par le pôle Afrique pour tenir compte de leurs souhaits quant à l'utilisation de ce fond.

## **Samedi 15 mai 2010 : 13<sup>ème</sup> Journée de la coopération décentralisée de l'Ambassade du Burkina Faso à Paris, en partenariat avec le groupe-pays Burkina Faso**

Programme : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1009>

Inscriptions : Ambassade du Burkina Faso, 159 Boulevard Haussmann, Paris 8<sup>ème</sup>  
Tél. : 01 43 53 90 63 - Fax : 01 42 56 50 07 - courriel : [contact@ambaburkina.fr](mailto:contact@ambaburkina.fr)

## **Coopérations tripartites France-Allemagne-Burkina Faso**

Du 2 au 8 mai, Jacques Raynaud, Châtelleraut, se rend en mission au Burkina Faso. Châtelleraut est chef de file pour le dossier : « Renforcer l'expertise communale pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans 8 communes du Burkina », dossier présenté dans le cadre de coopérations tripartites France-Allemagne-Burkina Faso. Il s'agit de poursuivre la préparation de ce projet avec les partenaires burkinabés et d'évaluer la possibilité d'y adjoindre un volet « Facilité eau » pour la construction d'infrastructures.

## ACTUALITÉS BURKINA FASO

### **Allègement de dette pour le Burkina Faso dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée**

L'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) est au cœur des enjeux politiques et économiques des pays africains et notamment du Burkina Faso. Suivant cette logique, l'ambassadeur du Burkina Faso à Vienne, Dr. Salif Diallo, a signé un accord d'allègement de la dette nationale.

Cette contribution financière de l'OPEP pour le Développement International (OFID) permettra au gouvernement burkinabé d'allouer plus de ressources dans le domaine social et de continuer à mener une lutte efficace contre la pauvreté.

(Source : <http://www.lefaso.net/spip.php?article36440&rubrique62> -23 avril 2010)

## CÔTE D'IVOIRE

### **Élection présidentielle : Paul Yao-Dré, président du Conseil constitutionnel, à la mission de l'ONU : « Pour battre campagne, il faut se sentir en sécurité »**

Le déplacement, sur requête du conseil de sécurité de l'ONU, d'une mission d'évaluation de la sortie de crise en Côte d'Ivoire est l'occasion de nombreux échanges. Le président du conseil constitutionnel ivoirien évoque le rôle du Conseil constitutionnel dans le processus de sortie de crise. Pour lui, ce dernier représente un véritable relais entre les institutions ivoiriennes et la mission d'évaluation. Il a pour mission de veiller au respect du processus démocratique dans l'optique des prochaines élections présidentielles.

La pacification du pays est, selon Paul Yao-Dré, la condition sine qua non à la bonne tenue des élections, étant donné les tensions actuelles entre partisans et opposants à l'actuel président, Laurent Gbagbo.

(Source : <http://www.notrevoie.com/develop.asp?id=33145> -22 avril 2010)

### **« Côte d'Ivoire, Sénégal, crise : Abdoulaye Wade à Abidjan pour rencontrer les acteurs de la crise ivoirienne »**

Le président sénégalais visitera la Côte d'Ivoire pendant deux jours (22 et 23 avril) afin de rencontrer les principaux acteurs de la société ivoirienne. Monsieur Wade se défend, cependant, de tenir un rôle de médiateur en vue des élections présidentielles à venir. Ce rôle est actuellement tenu par Monsieur Blaise Compaoré, actuel président du Burkina Faso.

(Source : <http://news.abidjan.net/h/362620.html?n=362620> -22 avril 2010)

## ACTUALITÉS GUINÉE

### **Le Conseil National de Transition (CNT) adopte le nouveau code électoral**

Le conseil national de transition a adopté le nouveau code électoral à la majorité des  $\frac{3}{4}$ , le 22 avril 2010. Dans le nouveau code électoral, la commission électorale nationale indépendante (CENI) devient l'institution chargée de l'organisation de toutes les élections politiques, à la différence de l'ancien code qui confiait cette tâche au ministre de l'intérieur.

Les pouvoirs du président de la CENI s'en sortent ainsi renforcés. Il peut décider de retarder ou non, l'heure d'ouverture et de clôture dans un bureau de vote, après appréciations des informations qui lui sont fournies. Il désigne les membres de chaque bureau de vote et proclame les résultats provisoires. Il fixe le montant du cautionnement des candidats aux présidentielles et aux législatives etc.

Les régions administratives sont dotées dans le nouveau code électoral de conseils régionaux élus pour une durée de 5 ans par tous les maires des communes urbaines et des communes rurales de la région concernée. Les CRD (communautés rurales de développement) s'appelleront désormais communes rurales (CR).

(Source : <http://www.guineenews.org/articles/?num=2010422112624> - 22 avril 2010)

## MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure

### **Colloque organisé par le Consortium de solidarité avec Madagascar**

Participation de Cités Unies France, en tant qu'auditeur, au colloque organisé le 11 avril 2010, par le Consortium de solidarité avec Madagascar, consortium de la société civile malgache et française, sur le thème « Madagascar 2010: Souveraineté nationale, maîtrise des ressources et crise politique ». Rencontre de haut niveau, rassemblant ONG, associations, chercheurs et spécialistes du développement, ce colloque a permis aux participants de s'interroger sur le rôle de la société civile face à la société politique, la maîtrise des ressources naturelles, les défis auxquels Madagascar fait face aujourd'hui...

## ACTUALITÉS MADAGASCAR

### **« Rajoelina pose des conditions »**

À quelques jours de la réunion devant se tenir à Pretoria (Afrique du Sud), le 28 avril 2010, le président de la Haute Autorité de la Transition (HAT), ne semble pas enclin à se déplacer pour négocier une sortie de crise. Il estime avoir accepté le protocole d'accord proposé par

la France et ne compte pas revenir dessus.

Afin de prévenir tout échec lors de la réunion, les ambassadeurs de France et d'Afrique du Sud vont rencontrer Monsieur Rajeolina afin de clarifier et préciser les conditions de la rencontre.

(Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=35644> - 23 avril 2010)

La réunion de Pretoria s'est terminée le 1<sup>er</sup> mai, sans accord sur la sortie de crise ; une nouvelle date a été fixée dans 15 jours, pour « résoudre les questions en suspens », a annoncé le chef de la médiation, Joaquim Chissano.

(Source : AFP)

### **Réunion de printemps de la Banque mondiale « très importante pour l'Afrique »**

La réunion, à venir, de la Banque mondiale soulève l'espoir auprès des autorités malgaches. En effet, lors de cette rencontre, l'Afrique comptera son troisième administrateur au sein du conseil, ce qui pourrait donner plus de poids à l'Afrique lors de la reconstitution des aides. La Banque mondiale reste optimiste sur la capacité de l'Afrique à être de retour dans un cycle de croissance économique à hauteur de 4% pour l'année 2010. Cependant, il ne faut pas estimer que ces aides accordées puissent être automatiques et conséquentes. La Banque mondiale souligne que 17 millions de dollars pourraient être acquis ou économisés en respectant les lois de passation du marché en Afrique. Cela implique que tout pays devra faire des efforts conséquents pour lutter contre la corruption et mettre en place une bonne politique de gouvernance malgré l'optimisme régnant à Washington.

(Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Tres-importante-pour-l-Afrique,13908.html> - 22 avril 2010)

## **MALI**

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de la Flèche

### **Prochaines réunions**

La prochaine réunion du groupe-pays Mali et du groupe santé Mali aura lieu le 26 mai 2010, à partir de 10h00, dans les locaux de Cités Unies France.

Seront principalement abordés à cette occasion : la sécheresse au Nord Mali et la situation alimentaire au Sahel ; plusieurs aspects liés à la thématique santé ; la décentralisation et formation des élus, etc.

### **Sécheresse dans la région de Kidal**

Une délégation de la région de Kidal s'est rendue en France, début avril, pour alerter les medias, les décideurs politiques, les ONG, les organisations de la société civile, les collectivités et leurs associations dont Cités Unies France, sur la situation critique que rencontre cette



région du Nord Mali.

Le communiqué de presse des élus de Kidal est disponible en ligne :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1041>

Plusieurs collectivités et associations françaises se sont déjà mobilisées.

21-23 mai : « Rencontres citoyennes et solidaires » organisées par le comité des jumelages de Saint Jean de Maurienne (Savoie), consacrées à cette situation de sécheresse et à ses conséquences.

*Plus d'informations sur cette mobilisation :*

Jean-Didier Vermenot, président du Comité des jumelages de Saint Jean de Maurienne

Courriel : [jeandidier.vermenot@yahoo.fr](mailto:jeandidier.vermenot@yahoo.fr)

## ACTUALITÉS MALI

### « Réformes administratives au Mali : Pour une meilleure gouvernance du pays »

La décentralisation n'a pas seulement vocation à définir le cadre institutionnel de la gouvernance locale, elle vise également à promouvoir le développement de nos collectivités, sur un plan économique, social et culturel, au profit de nos populations. Afin de consolider notre démocratie, l'Etat compte procéder au réaménagement du pouvoir au sein de l'Exécutif, à la création d'un Sénat, à la réorganisation de la Cour Suprême, de la Cour Constitutionnelle, du Conseil Economique, Social et Culturel (CESC), de la Haute Cour de Justice et du Haut Conseil Supérieur de la Magistrature (HCSM)...

Dans le même élan, il faut également ajouter une des réformes les plus ambitieuses à mener prochainement, dans le souci d'une meilleure gouvernance du pays : le découpage administratif du territoire. En effet, le découpage administratif actuel (1 district, 8 régions, 49 cercles, 36 communes urbaines et 286 arrondissements) a déjà posé la problématique de mobilisation et de gestion des ressources, particulièrement financières.

(Source : <http://www.maliweb.net/category.php?NID=59560>)

### « L'exemple malien »

Conformément à la Constitution, le président malien, Amadou Toumani Touré, a annoncé qu'il quitterait le pouvoir en 2012 contrairement à son homologue djiboutien qui vient d'obtenir le feu vert du Parlement pour un troisième mandat.

(Source RFI : <http://www.rfi.fr/contenu/20100422-2> -exemple-malien -22 avril 2010)

## NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la Communauté de communes Faucigny Glières

## Réunion du groupe-pays Niger du 8 avril ; prochaine réunion le 18 mai 2010

Compte tenu des évolutions récentes de la situation politique et alimentaire au Niger, Charles Josselin, président de Cités Unies France, a tenu à participer à cette réunion aux côtés du président du groupe-pays, Stéphane Valli.

- Sur la situation politique : les participants ont pris connaissance des derniers développements, notamment de la nomination de préfets et administrateurs délégués, les dernières élections municipales du 27 décembre 2009 ayant été invalidées par le gouvernement de transition. Les collectivités françaises restent dans l'attente de nouvelles élections locales, afin de reprendre leur partenariat avec des homologues, élus.
- Sur la situation alimentaire : un état des lieux a été fait avec plusieurs ONG (Afrique Verte, Agrisud International, CARE France). Au delà des actions individuelles en cours ou envisagées par chaque partenariat, il a été décidé de mettre en place une action concertée pour répondre aux aspects structurels et conjoncturels de cette nouvelle crise alimentaire. Le Conseil général des Côtes d'Armor et le pôle Afrique de Cités Unies France ont été chargés de soumettre une proposition au groupe-pays avant la prochaine réunion, prévue le 18 mai.
- Sur le projet « Aniya3 » : la requête de cofinancement déposée en ligne sur le site du MAEE est en cours d'instruction. À ce jour, un avis favorable a été émis par la préfecture régionale ; l'agrément de l'association RECOTED ANIYA (qui regroupe les collectivités nigériennes partenaires des collectivités françaises souhaitant participer à Aniya 3) a enfin été signé le 9 avril 2010 par le gouvernement nigérien. La publication au JO est attendue dans les 30 jours.

## ACTUALITÉS NIGER

### Niger : une nouvelle Constitution doit être rédigée dans 45 jours

Un comité chargé de rédiger un avant-projet de Constitution dans les 45 prochains jours a été mis en place le 21 avril, par le dirigeant de la junte militaire au Niger, le chef d'escadron Salou Djibo, a indiqué la radio d'Etat.

Placée sous l'autorité du chef de la junte, cette instance de 16 membres doit également proposer un nouveau code électoral et une charte des partis politiques. Ce "comité des textes fondamentaux" est présidé par Mamoudou Gazibo, juriste et enseignant au Canada. "Notre mission consiste à doter notre pays de textes qui vont assurer sa stabilité politique et institutionnelle", a déclaré la presse M. Gazibo.

(Source :

<http://www.izf.net/upload/AFP/francais/special/afrique/AFP.php?content=10042>)

## SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté urbaine

## **Préparation des ateliers pour les premières assises de la coopération décentralisée sénégalo européennes à Dakar, les 20 et 21 octobre 2010**

Suite à la dernière réunion du groupe-pays Sénégal du jeudi 18 mars 2010, de nombreuses collectivités ont fait part de leur souhait de s'impliquer dans la préparation des différents ateliers thématiques des prochaines assises de la coopération sénégalo-européennes qui se tiendront à Dakar, les 20 et 21 octobre 2010.

Compte tenu des orientations pertinentes et diversifiées des actions des collectivités européennes au Sénégal, il est essentiel d'engager des discussions approfondies pour que ces assises soient l'occasion d'aborder le plus largement possible les différents domaines de coopération.

Les membres du groupe-pays Sénégal sont ainsi invités, dès à présent, à faire part de leurs suggestions et apporter leurs contributions pour la préparation de réflexions conjointes lors de ces assises.

## **ACTUALITÉS SENEGAL**

### **Le réseau « Lire en Afrique » a fêté, le 24 avril 2010, à Dakar, la mise en place de sa 50<sup>e</sup> bibliothèque acquise après 20 ans d'activités**

La cérémonie qui a rassemblé des dizaines de membres du réseau, venus de toutes les régions du Sénégal, a aussi été l'occasion de décerner les prix d'excellence 2008 et 2009 aux bibliothèques qui se sont le plus illustrées par leur nombre d'adhérents. Un très grand réseau de bibliothèques « Lire en Afrique » a été créé par les membres de l'association du même nom qui s'est implanté au Sénégal, depuis 20 ans. En deux décennies, ce sont 50 bibliothèques qui ont été créées partout au Sénégal, dans les coins les plus reculés, même dans les îles du Saloum et en Casamance. C'est au total plus de 300 000 ouvrages qui sont mis à la disposition des milliers de lecteurs sénégalais, à raison de 15 000 à 30 000 ouvrages par an.

(Source : Sudonline.sn)

## **TOGO**

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

## **ACTUALITÉS TOGO**

### **Précisions utiles de Bernard Kouchner**

Suite à une question posée par un député de l'Assemblée nationale française, Bernard Kouchner, Ministre français des Affaires étrangères et européennes, réitère la réélection de

Faure Gnassingbé et la validité du scrutin. Ce dernier en profite pour rappeler le soutien de la France à l'ancrage de la démocratie sur le sol togolais afin d'éviter les événements tragiques de 2005, suite à l'avant-dernière élection présidentielle. Pour cela la France avait élaboré un projet de « sécurisation des élections au Togo » sur financement européen. A cela, ls'était ajouté l'envoi d'une mission « d'observation électorale » par la Commission européenne.

Les résultats de cette mission ont été l'entérinement de l'élection de Monsieur Gnassingbé.

(Source : <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Diplomatie/Utiles-precisions-de-Bernard-Kouchner> - 22 avril 2010)

## **Répression sanglante des manifestants : des miliciens en renfort aux forces de l'ordre**

La réélection de Faure Gnassingbé continue de provoquer des remous au sein de la société civile togolaise. Bien que cette réélection soit reconnue par les pays occidentaux, les partisans du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) et ses partisans continuent à manifester dans les rues de Lomé. L'organisation de veillées de prières en guise de moyen de contestation de la légitimité des autorités ne remporte pas les faveurs de ces dernières, bien que le FRAC fasse preuve de la plus grande des prudences pour qu'aucun débordement ne puisse se produire.

La présence (constatée) de miliciens aux côtés des forces de l'ordre ne présage pas d'une pacification rapide du conflit. Ces mêmes miliciens étaient au centre de la polémique, en 2005, (année de l'avant-dernière élection présidentielle) et ont exécuté plusieurs civils togolais.

(Source : <http://icilome.com/nouvelles/news.asp?id=11&idnews=15049> - 21 avril 2010)

## **FOCUS : INSECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL**

### **Réunion du réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les 8 et 9 avril 2010, à Paris**

A l'issue de la campagne agricole 2009-2010, des millions de personnes, en particulier en milieu pastoral et agropastoral, sont en situation d'insécurité alimentaire au Niger, au Tchad et au nord-est du Mali. La production céréalière annuelle dans les pays sahéliens a chuté de 9% par rapport à celle de l'année dernière. Cette baisse est particulièrement significative au Niger et au Tchad.

Cette analyse fait suite aux évaluations annuelles des récoltes et de la sécurité alimentaire dans ces pays, aux réunions des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires, ainsi qu'aux appels lancés par ces pays.

Face à cette situation, le CILSS (Comité permanent Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel), le RPCA (Réseau de Prévention des Crises Alimentaires) et leurs partenaires institutionnels et civils ont renouvelé leur appel à une réponse urgente pour faire face à la situation. Les membres du Réseau se sont réunis à Paris, les 8 et 9 avril 2010, au siège de l'OCDE. A l'issue de la rencontre, un communiqué a été transmis aux Etats, aux organisations d'intégration régionale ouest-africaine (UEMOA, CILSS, CEDEAO), ainsi

qu'à leurs partenaires, afin de prendre des mesures d'urgence :

- fournir rapidement aux populations vulnérables les moyens nécessaires pour se procurer des céréales sur les marchés (distributions d'argent ou de bons d'achat aux plus vulnérables, activités « vivres contre travail ») ;
- accélérer la mise en œuvre des actions en faveur du bétail (en facilitant l'accès aux aliments de bétail, à travers la distribution et la suspension temporaire des taxes d'importation, la fourniture des services vétérinaires, la réhabilitation des points d'eau et le déstockage des animaux) ;
- réaliser des achats régionaux de céréales pour raccourcir les délais d'approvisionnement et mettre en œuvre sans tarder les importations nécessaires de céréales lorsque les achats régionaux ne sont pas suffisants ;
- coordonner les interventions en s'inscrivant et renforçant les cadres nationaux de coordination, ainsi que leurs plans de contingence (adaptés aux besoins spécifiques des groupes de populations, aux différents contextes et à leurs périodes de mise en œuvre) ;
- renforcer et élargir la prise en charge des cas de malnutrition sévère et modérée, en particulier au Niger et au Tchad (prendre en compte les besoins spécifiques des enfants et des femmes enceintes et allaitantes) ;
- renforcer le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle (identification et analyse des zones à risque et populations vulnérables, anticipation des besoins de réhabilitation des populations et de redressement de leurs moyens d'existence).

Le réseau recommande à la CEDEAO l'organisation d'une réunion d'urgence des ministres du Commerce et de l'Agriculture et ceux en charge des actions sociales et humanitaires. L'objectif est de faciliter la mise en réseau des offices de gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Cette réunion doit également veiller à la stricte application de la libre circulation des produits alimentaires. En effet, les mesures restrictives formelles et informelles prises par certains Etats pour interdire les exportations de produits vivriers contribuent à renchérir les prix des denrées et exacerber la crise alimentaire.

La résolution de cette crise, de sécurité et de souveraineté alimentaire, ne semble donc possible qu'en associant les efforts des Etats, de la communauté internationale, de la société civile et des autorités locales, permettant la création d'un cadre de concertation adapté.

Article rédigé par Tristan Routier

*Pour plus d'informations :*

Constance Koukoui, chargée de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, chargée de mission (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : [b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org](mailto:b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org)

## AMERIQUE DU SUD (SAUF BRESIL), AMERIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA

Président du groupe : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire en charge de la coopération décentralisée et du codéveloppement de Nantes

### ARGENTINE

#### Appel à projets 2010-2011 du ministère des Affaires étrangères et européennes en soutien à la coopération décentralisée France - Argentine

Le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a lancé un appel à projets de coopération décentralisée pour les collectivités territoriales françaises et argentines, le 19 avril 2010. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 15 juillet 2010.

Les thèmes prioritaires de coopération pour cet appel à projets sont : les projets culturels et de valorisation du patrimoine historique (en particulier liés à la présence française en Argentine), la coopération universitaire et la recherche, le développement économique (en particulier, pôles de compétitivité), l'organisation de séminaires franco-argentins d'échanges d'expériences, l'environnement et les services urbains.

Les projets, totalement co-financés par les parties française et argentine, auront une durée d'un an maximum.

La présentation des projets se fera uniquement en format digital, par courrier électronique, à envoyer à l'adresse : [maria-ines.rosas@diplomatie.gouv.fr](mailto:maria-ines.rosas@diplomatie.gouv.fr)

Vous trouverez l'appel et le formulaire de dépôt de projets sur le site de la DAECT du MAEE et de l'Ambassade de France à Buenos Aires:

<http://www.emb-fr.int.ar/tec/descentralizada.htm>

<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?aid=507&lv=3&menuid=502>

### BRESIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

#### La coopération entre gouvernements locaux d'Inde, du Brésil et d'Afrique du Sud

Les 14 et 15 avril 2010, des représentants des gouvernements nationaux, régionaux et locaux d'Inde, du Brésil et d'Afrique du Sud -qui composent le Forum IBAS-, se sont réunis à Brasilia sur le thème "Métropoles en développement : Relever les défis communs par la coopération Sud-Sud". L'objectif de la rencontre était d'échanger des expériences, d'identifier des intérêts communs et de proposer un agenda de travail sur les relations

intergouvernementales et les relations entre gouvernements locaux et régionaux.

Pour rendre cette coopération plus effective, les représentants des trois pays ont émis une déclaration, devant être soumise à leur président respectif, pour faire reconnaître ce Forum comme instance officielle visant à stimuler des relations Intergouvernementales et les relations entre gouvernements locaux des différents pays.

Un consensus général s'est dégagé sur le potentiel que recouvre la coopération Sud-Sud pour promouvoir des solutions spécifiques et innovantes en réponse aux problématiques des pays en développement.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter : [www.portalfederativo.gov.br](http://www.portalfederativo.gov.br)

## HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

### Conférence des donateurs, le 31 mars 2010, à New York

La Conférence Internationale des donateurs «Pour un nouvel avenir en Haïti » a eu lieu le 31 mars 2010, au siège des Nations Unies, à New York. Elle a réuni les délégations de 150 pays et organismes internationaux ainsi que les représentants de la société civile haïtienne, d'organisations non gouvernementales, de gouvernements locaux, de la diaspora haïtienne et du secteur privé.

Le Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement national d'Haïti présenté par le gouvernement haïtien a été accueilli favorablement par la communauté internationale. Les Etats membres des Nations Unies et leurs partenaires internationaux ont annoncé un engagement de l'ordre de 5,3 millions de dollars, sur les 18 mois à venir.

Les collectivités territoriales haïtiennes étaient représentées, à New York, par Moïse Charles Pierre, président de la Fédération Nationale des Maires Haïtiens (FENAMH) et Gérald Tremblay, maire de Montréal, représentant de l'AIMF et de CGLU.

Pour accéder à la Déclaration finale des co-organisateur et co-présidents de cette conférence, au plan d'action du gouvernement haïtien et à d'autres informations sur la reconstruction en Haïti, vous pouvez cliquer sur le lien Internet indiqué ci-après : <http://www.haiticonference.org/french/>

### Fonds « Solidarité Haïti »

Le fonds « Solidarité Haïti » de Cités Unies France a réuni, au 20 avril 2010, la somme de 367 284 euros, de la part d'une soixantaine de collectivités territoriales. Dans l'ensemble, les collectivités territoriales françaises ont mobilisé une somme de l'ordre de 7 millions d'euros pour Haïti, selon les informations recueillies par Cités Unies France croisées avec celles de la Cellule de Crise du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Une mission de Cités Unies France se rendra en Haïti à la fin du mois de mai. Elle permettra d'identifier les actions qui seront soutenues par le fonds.

## **Plateforme des acteurs français pour l'eau potable et l'assainissement animée par le PS-Eau**

Pour assurer la cohérence et l'efficacité des interventions en matière d'eau et d'assainissement dans le cadre de la reconstruction, toutes les actions dans ce secteur sont coordonnées en Haïti par la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau potable et de l'assainissement Haïtienne) qui pilote le Cluster WASH avec l'appui de l'UNICEF.

En France, une plateforme des acteurs français pour l'eau potable et l'assainissement, animée par le PS-Eau en lien avec la DINEPA, a été mise en place afin d'assurer une dynamique d'échanges et de concertation sectorielle entre tous les acteurs concernés ainsi qu'un relais d'informations. L'outil principal de cette plateforme est son site web dédié que vous pouvez d'ores et déjà consulter suivante : [www.pseau.org/haiti-eau](http://www.pseau.org/haiti-eau)

*Pour plus d'informations :*

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)



## ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, maire de Strasbourg, sénateur du Bas-Rhin

### Temps fort « Etats Unis », du 5 au 6 juillet

Le mardi 6 juillet, dans le cadre du Forum de la Coopération internationale des collectivités locales, au Palais du Congrès de Paris, une conférence « mobilité » consacrée aux Etats Unis sera organisé. Des détails seront disponibles prochainement. Roland Ries, président du groupe-pays Etats-Unis, y participera. Cynthia Ghorra-Gobin, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des villes américaines, a donné son accord de principe pour intervenir.

*Pour plus d'information :*

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis, Canada)

Courriel : [n.wit@cites-unies-france.org](mailto:n.wit@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de mission

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

## CHINE

Président : Jean Besson, président du Syndicat du département d'énergies de la Drôme, sénateur de la Drôme

### **Troisièmes assises de la coopération décentralisée franco-chinoise**

Les Troisièmes assises de la coopération décentralisée franco-chinoise se dérouleront à Nankin, du 18 au 19 juin 2010.

## INDE

### **Première réunion du groupe-pays Inde, le 2 juin 2010, à Cités Unies France**

Cités Unies France organisera la première réunion du groupe-pays Inde, le mercredi 2 juin après-midi, au siège de l'association. Toutes les collectivités territoriales engagées en Inde ou ayant manifesté leur intérêt recevront une invitation, prochainement. Les participants feront le bilan des « Premières Assises de la coopération décentralisée franco-indiennes », tenues en janvier 2010, à New Delhi, et discuteront des approches et des méthodes pour le développement de la coopération entre les collectivités territoriales des deux pays.

## JAPON

### **Deuxièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa : la dernière réunion du Comité de pilotage**

La cinquième et dernière réunion du Comité de pilotage français a eu lieu le mercredi 28 avril 2010, de 15h00 à 17h00, au ministère des Affaires étrangères et européennes.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article983>

## VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal, Toulouse

### **Réunion du groupe-pays Vietnam, le 30 avril 2010**

Le groupe pays Vietnam s'est réuni le vendredi 30 avril pour préparer les prochaines assises, prévues les 5 et 6 novembre prochains, à Haiphong. Le compte-rendu sera diffusé aux

parties intéressées.

Le comité de pilotage français se rendra à Hanoi et Haiphong début juin.

*Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Chine, Inde)

Courriel : [n.wit@cites-unies-france.org](mailto:n.wit@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

## BALKANS

### Délégation de Cités Unies France dans les Balkans, du 12 au 17 avril 2010

Cités Unies France s'investit dans la coopération décentralisée avec les Balkans depuis de nombreuses années, à travers l'animation des groupes-pays Croatie et Serbie, notamment. L'association milite pour une approche élargie à l'ensemble des pays de la région, tout en cherchant à renforcer des coopérations bilatérales entre collectivités territoriales existantes. C'est dans cette optique, et pour mieux saisir la réalité de ces États, qu'une délégation de CUF, menée par Charles Josselin, s'est rendue en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et au Kosovo, du 12 au 17 avril. Le président de Cités Unies France était accompagné d'Alain Frémont, maire adjoint de Nevers et président du groupe-pays Serbie, de l'adjointe au maire de la ville de Saint-Denis (jumelée avec la municipalité de Tuzla en Bosnie-Herzégovine), Rose Gomis, ainsi que de Jean-Louis Testud, maire adjoint de la ville de Suresnes (jumelée avec la ville serbe de Kragujevac).

La mission a permis la rencontre des nombreux acteurs locaux, centraux et français, oeuvrant pour le développement et le bon fonctionnement de la coopération en Bosnie-Herzégovine, Serbie et au Kosovo. Dans ce cadre, des entretiens eurent lieu avec les ambassadeurs français, les assemblées des pouvoirs locaux, les maires et des représentants des ministères concernés.

Les résultats de la mission et les pistes de travail identifiés feront l'objet d'un rapport et d'une restitution (pour plus d'informations voir le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1056>)

## RUSSIE

### Troisièmes rencontres de la coopération décentralisée des collectivités territoriales franco-russes, les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg

Troisièmes rencontres de la coopération décentralisée des collectivités territoriales franco-russes auront lieu les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg.

La réunion du comité de pilotage des Troisièmes rencontres a eu lieu le 4 mai 2010, dans les locaux de l'Association des Régions de France.

*Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

## ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

### Réunion du groupe-pays Algérie, 19 mai 2010

La réunion annuelle du groupe-pays Algérie se tiendra le 19 mai prochain, de 11h à 13h, dans les locaux de Cités Unies France. Nous reviendrons à cette occasion sur l'état des relations franco-algériennes, le report des 3<sup>èmes</sup> Rencontres des maires et présidents de collectivités locales, ainsi que divers partenariats de coopération décentralisée.

Cette réunion sera suivie d'une projection du film documentaire « Autrement citoyens, des associations en mouvement » réalisé par Habiba Djahnine et produit par le Comité français pour la solidarité internationale dans le cadre du Programme concerté pluri-acteurs.

### Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie, Jousour

- Assemblée Plénière, du 4 au 7 juin 2010  
L'assemblée plénière de Jousour se déroulera du 4 au 7 juin 2010 à Tipasa, en Algérie. Cette assemblée réunira l'ensemble des associations et collectivités territoriales algériennes et françaises membres du programme (elles sont au nombre de 111) pour un temps d'échanges et de mise en perspective. À cette occasion, un nouveau comité de pilotage sera élu.
- Documentaire « autrement citoyens, des associations en mouvement »  
Ce documentaire de 52 minutes, réalisé par Habiba Djahnine en 2009 et produit par le CFSI et Polygone Etoilé dans le cadre du PCPA, donne la parole à des associations algériennes évoluant au sein du programme Jousour. Il peut être visionné sur le site du PCPA, rubrique multimédia/ vidéo.

Site Internet : <http://www.pcpalgerie.org/?-Multimedia->

## MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

### Fonds de solidarité des collectivités locales françaises pour El Hocëïma

Six ans ! C'est le temps qu'il aura fallu à Cités Unies France, ses partenaires français (l'association IDD mais aussi la Fondation Abbé Pierre) et marocains (les associations TOUYA et BADES ainsi que les municipalités d'El Hocëïma, Bni Abdallah et Louta) pour arriver au terme de ce programme de solidarité internationale. Ceci, malgré les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre, puis la finalisation de certains projets, liées à un contexte régional et local complexe ainsi qu'à de nouvelles intempéries dans la région...

Dès la mise en place de ce Fonds, Cités Unies France a souhaité s'inscrire dans une approche de post-urgence afin de soutenir des projets sur le long terme. Trois projets ont été soutenus :

- un centre socio-culturel « Club de la Famille » situé à El Hoceïma. Le centre fonctionne pleinement, il a accueilli près d'une centaine de femmes et de jeunes filles de la région qui participent à l'ensemble des activités proposées par l'association locale Touta ;
- deux projets de construction de logements dans les communes rurales de Dhar Tazamourt et de Louta, aux côtés de la Fondation Abbé Pierre. Aujourd'hui c'est près de 77 familles qui ont pu bénéficier de ces projets.

Aujourd'hui encore, malheureusement, certains villages n'ont toujours pas bénéficié de programmes de reconstructions de logements mis en place par les autorités marocaines à la suite du séisme de 2004. Des marches et des manifestations sont régulièrement organisées auprès des pouvoirs publics marocains, mais pour ces derniers le dossier semble définitivement clos.

Longtemps mise à l'écart et marginalisée par le pouvoir central, la province d'El Hoceïma s'ouvre désormais à l'extérieur. Le tremblement de terre aura eu pour impact la mise en œuvre de programmes de développement (des infrastructures routières, de logements...). La municipalité d'El Hoceïma avait émis le souhait de nouer des liens avec une collectivité locale française afin d'appuyer la gestion de leurs services, à travers la formation des élus et cadres, des échanges de savoir-faire (amélioration des prestations publiques, informatisation des services...) et en terme de communication avec la société civile (ONG, associations de quartier). Malgré la mobilisation et une communication auprès du réseau de Cités Unies France, la commune d'El Hoceïma n'a toujours pas noué de partenariat avec une collectivité locale française.

Ce dernier point restera le seul bémol de l'ensemble du programme de solidarité des collectivités locales françaises pour le Maroc, qui aura permis à 77 familles de disposer d'un logement décent et à une centaine de femmes et de jeunes filles, jusque là isolées, d'avoir un lieu de rencontres et d'échanges.

Le rapport d'activité final du Fonds de solidarité Maroc sera diffusé très prochainement aux collectivités locales ayant contribué au Fonds.

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

### Réunion du groupe-pays Liban, le 20 mai 2010, à Lyon

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra le 20 mai prochain, de 11h30 à 16h30, à l'Hôtel de Ville de Lyon. Elle précisera avec les acteurs concernés le contenu du projet concerté Liban, avant sa mise en œuvre prévue pour le dernier trimestre 2010.

Pour rappel, ce projet concerté a pour objectif d'accompagner les villes libanaises dans la construction de leur décentralisation (les informations complémentaires sont disponibles sur le site de Cités Unies France).

L'ordre du jour et le bulletin de participation sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1028>.

## PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

### L'engagement des collectivités territoriales au Proche Orient

Le RCDP prépare une réunion sur l'engagement des collectivités locales au Proche-Orient dans le cadre du Forum de la coopération internationale des collectivités locales, les 5 et 6 juillet 2010, au Palais des Congrès de Paris. Le programme provisoire de la manifestation est accessible sur le site Internet de Cités unies France.

### Communiqué de presse de la ville de Belfort

Dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée conduite dans une dynamique de réseaux, avec des villes du pourtour méditerranéen (Boumerdès en Algérie, Mohammedia au Maroc, Hébron en Palestine), la ville de Belfort a signé, le 02 avril 2010, une convention de partenariat avec le Centre Culturel Français « Chateaubriand » de Jérusalem pour de nouvelles actions à destination des Palestiniens de Jérusalem-Est...

La situation des Palestiniens de Jérusalem, qui représentent 35 % de la population de la ville, soit près de 250 000 personnes, s'est gravement dégradée ces derniers mois : fermetures d'infrastructures, expulsions d'habitants de leur maison au profit de l'installation de familles israéliennes, constructions continues de nouveaux logements pour des colons à Jérusalem-Est, restrictions de circulation dans la ville et d'accès aux lieux saints, hausse constante des retraits du statut de résident (en 2008, l'Etat israélien a privé 4 577 Palestiniens de Jérusalem-Est de leur statut de résident, soit, en moyenne, vingt et une fois plus qu'au cours des quarante années précédentes - source ministère de l'intérieur d'Israël).

Face à cette situation alarmante dénoncée par l'ensemble de la communauté internationale, la ville de Belfort a souhaité, malgré les difficultés rencontrées ces derniers mois, poursuivre son engagement et ses actions dans cette ville en nouant un partenariat avec le Service de Coopération et d'Action Culturelle du Consulat Général de France qui a fait de Jérusalem-Est une de ses zones géographiques prioritaires d'interventions :

- A compter d'avril 2010, une coopération éducative nouvelle est engagée avec l'école de filles du camp de réfugiés de Shu'fat, implanté dans le Nord de Jérusalem-Est et touché directement par le Mur, grâce à des activités péri-scolaires autour de l'apprentissage de la langue française (cours, animations culturelles...).
- A compter de juin 2010, des artistes de Belfort et de sa région participeront aux échanges culturels franco-palestiniens impulsés par le Centre Culturel Français « Chateaubriand » en

partenariat avec des associations palestiniennes de la Vieille Ville et de Jérusalem-Est.

## ISRAËL/PALESTINE

### **Conférence « Paix, Salam, Shalom - jeunesses israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit », à l'IUT de Bobigny**

Le 10 avril, l'IUT de Bobigny (Paris XIII), en partenariat avec la ville de Bobigny, a organisé une rencontre intitulée « Paix, Salam, Shalom - jeunesses israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit ». Cet événement a été l'occasion pour différents acteurs (étudiants de différentes nationalités, enseignants, chercheurs, élus...) de se rencontrer et de dialoguer. La séance a débuté par la présentation des avancées de la convention signée entre les universités Paris XIII, Ben Gourion et Al Quds, puis a laissé place au thème général de la journée, « les jeunesses israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit ». Au cours de l'après-midi, Charles Assouline, président du groupe-pays Israël, et Claude Nicolet, président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine, ont pu présenter les relations entre collectivités françaises, israéliennes et palestiniennes.

## ACTUALITES TURQUIE

### **La Banque Mondiale accorde des prêts à la Turquie**

La Banque mondiale a approuvé 931 millions d'euros pour la Turquie dans le cadre de son programme de prêt REGE - DPL (Restoring Equitable Growth and Employment Programmatic Development Policy Loan). Elle soutient ainsi le programme du gouvernement turc contre la crise financière et ses réformes à moyen terme. Le crédit est dédié aux investissements dans l'administration centrale, l'éducation, les finances, la santé et autres services sociaux. La Banque Mondiale a récemment annoncé qu'elle prévoyait une croissance de 4 à 4.5% en Turquie, en 2010.

(Source : Lettre de la TUSIAD)

### **COOPERATION DECENTRALISE FRANCO-TURQUE**

#### **Coopération entre la Région de Samsun et le Département de la Gironde : vers une coopération « de proximité »**

Le conseil général de la Gironde entretient trois partenariats conventionnés avec des collectivités du Burkina Faso, du Grand sud algérien et de Pologne. Parallèlement, autour de projets fédérateurs avec des associations locales, des liens se sont tissés avec les ressortissants du Maroc, du Sénégal et de Turquie.

18 000 turcs ou franco-turcs, souvent déjà très impliqués dans la vie locale, résident aujourd'hui en Gironde. Grâce à l'engagement de l'association Atatürk, le Département



a, depuis décembre 2008, approché la Région de Samsun (Mer Noire) afin de nouer des liens « durables », au-delà de la Saison de la Turquie en France à laquelle le Département a largement participé.

L'intérêt pour une coopération décentralisée se manifeste de part et d'autre.

Dans le cadre d'un projet Comenius, deux collèges de Gironde ont engagé un partenariat autour des « produits locaux », vignes et noisettes.

Les premiers échanges entre étudiants français de l'Université de Samsun et professeurs stagiaires de l'IUFM de Bordeaux se mettent en place.

Les chambres de commerce franco-turques de la Gironde et de Samsun se concertent actuellement autour de secteurs d'activités d'intérêt commun. Un projet européen COMENIUS REGIO est mis en place regroupant les Parcs ornithologiques de Samsun et de Le Teich, deux collèges girondins et deux établissements secondaires de la Région de Samsun autour des questions de l'environnement.

Après plusieurs missions et visites de travail réciproques, la signature d'une convention de coopération se profile. Une rencontre aura lieu en ce sens en juillet à Samsun entre les autorités turques et le Conseil général de la Gironde

D'après Philippe-Henri Ledru, chef de la Mission de Coopération décentralisée du conseil général de la Gironde : « On ne peut aujourd'hui que constater l'ouverture et la curiosité de nos concitoyens vis-à-vis d'un pays dont beaucoup ont découvert - via la Saison de la Turquie en France et ses débats - un autre visage que celui - souvent déformé - véhiculé dans nos médias ».

## COMMISSION MÉDITERRANÉE DE CGLU

### 2<sup>ème</sup> Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée, les 2 et 3 mai 2010

La Commission Méditerranée de CGLU organise, les 2 et 3 mai prochain, le 2<sup>ème</sup> Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée, à Barcelone.

De nombreuses collectivités locales des trois rives de la Méditerranée ont participé à la première édition à Marseille, en juin 2008. Il en a découlé une déclaration des autorités locales et régionales pour la Méditerranée proposant la mise en oeuvre d'une politique de "convergence" pour la Méditerranée afin de réduire les disparités territoriales. Cette déclaration a été transmise aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunissaient le 13 juillet 2008 à Paris.

Le 2<sup>ème</sup> Forum s'inscrit dans la continuité puisqu'il sera un lieu de débat politique et d'échanges entre les autorités locales de la Méditerranée. Il visera à une reconnaissance du rôle des autorités locales et régionales et à leur participation effective au partenariat euro-méditerranéen.

Pour plus d'information, se rendre sur le site de la Commission Méditerranée :

<http://www.commed-cglu.org/spip.php?rubrique164>

*Pour plus d'informations :*

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : [l.naïli@cites-unies-france.org](mailto:l.naïli@cites-unies-france.org)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : [b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org](mailto:b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org)

## JEUNESSE

Présidente du groupe thématique : Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale, conseil régional de Bretagne

**Journée d'information « Les volontariats : un outil pour renforcer les coopérations décentralisées », le mercredi 19 mai 2010, de 9h30 à 13h, au CEDIAS - Musée Social - 5, rue Las Cases - 75007 Paris**

Organisée conjointement par Cités Unies France et France Volontaires, la réunion permettra de présenter à la fois la diversité et la complémentarité des différents dispositifs de volontariat.

Deux temps forts articuleront la matinée. Une première partie abordera les VIES dans ses trois composantes ainsi que le service civique à l'international, nouveau dispositif à destination des jeunes. Une seconde partie permettra d'échanger autour de l'intérêt de l'engagement solidaire des citoyens pour renforcer les partenariats de coopération décentralisée ici et là-bas, illustrés par des initiatives innovantes.

Globalement, il s'agit de favoriser l'accès à l'information et de permettre une meilleure appropriation des dispositifs par les collectivités grâce à des échanges avec les acteurs en charge et les collectivités déjà impliquées.

## CULTURE

**Premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture, les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2010**

Cités Unies France et la ville de Toulouse organisent les premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture, les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2010, au Palais des congrès de Toulouse.

Ces journées, placées sous le signe de l'échange et du débat, seront l'occasion d'instaurer un dialogue entre des personnalités concernées : élus aux relations internationales et aux affaires culturelles, opérateurs culturels, représentants de l'Etat et du réseau culturel français, experts, journalistes...

Il s'agira de faire le point sur les pratiques et de mettre en avant la « valeur ajoutée » de l'action culturelle internationale pour les collectivités et leurs partenaires.

S'adressant à l'ensemble des acteurs (collectivités et opérateurs culturels), ces rencontres permettront également une approche par métier de l'action culturelle internationale à des fins de mutualisation.

## Pré-programme de la manifestation :

- Ateliers en simultané :
  - **Agenda 21 de la culture** : texte de référence normatif, adopté par Cités et Gouvernements Locaux Unis, en matière de politiques culturelles, qui pourrait être mis en œuvre dans une perspective de développement local durable. Il s'agit là de souligner les articulations et les implications de cet outil de travail dans les politiques de coopération internationale des collectivités.
  - **Ingénierie culturelle et coopération institutionnelle** : question de l'accompagnement des acteurs et opérateurs culturels avec des projets de formation professionnelle, d'appui à la mise en place de politiques et événements culturels, de transfert de compétences et des savoir-faire, d'appui institutionnel.
  - **Echanges et résidences d'artistes** : coordonné par Cultures France, cet atelier a pour vocation d'apporter des réponses concrètes sur le montage d'un programme de résidences d'artistes à l'international. Il permettra de bénéficier de retours d'expériences réussies et de tirer profit de démarches marquantes. Il visera à établir un lien entre le développement d'un tel programme et une politique territoriale mettant en valeur des savoir-faire et des réseaux locaux.
  - **Patrimoine et mémoire** : forte d'une expertise importante dans le domaine, beaucoup de collectivités travaillent avec leurs partenaires étrangers à la rénovation du patrimoine culturel (impact important en termes d'économie et de développement des territoires). Réflexion autour de la mémoire et du patrimoine immatériel, élément important de valorisation de l'autre, de la cohésion sociale et de la diversité culturelle, composante essentielle en matière de coopération internationale. Cet atelier, coordonné par l'Association Nationale des Villes et pays d'Art et d'Histoire, souhaite mettre en avant l'expertise des collectivités, qui réalisent souvent des projets d'envergure dans ce domaine.
  - **Industries culturelles et développement local** ou comment les collectivités peuvent participer à la structuration de filières culturelles dans les pays partenaires et développer des activités génératrices de revenus, d'emploi, de développement économique.
  - **Livre et lecture** : cet atelier fait suite à la publication du vademecum de la CNCD sur le livre et la coopération décentralisée qui a été restitué lors d'une journée à Grenoble en juin 2009. Il s'agit d'un domaine où les coopérations sont nombreuses et couvrent plusieurs problématiques : mise en place et structuration de bibliothécaires, formation des personnels, soutien à l'édition et aux auteurs, traductions, dons de livres, valorisation et promotion des auteurs...
- Table ronde : « Diversité, rencontres des cultures et développement durable » : Exposés sur les grands concepts liés aux thématiques de l'événement et sur la valeur ajoutée des collectivités et de la coopération décentralisée en termes d'impact local, mobilisation des territoires et des populations...

- Table ronde sur les transformations du réseau culturel français à l'étranger : il s'agit de faire un point sur les évolutions et les enjeux de la réforme des services culturels à l'étranger qui apparaissent souvent comme des partenaires et des relais de premier plan pour les collectivités locales dans la mise en œuvre de leur politique de coopération décentralisée.
- Le rendez-vous « expériences et méthodologies » : moment plus informel pendant lequel un couple « technicien de collectivité / opérateur culturel » répondra à des questions d'ordre technique et organisationnel sur les thèmes suivants : les arts de la scène et créations, le patrimoine, le cinéma/audiovisuel, les expositions, les festivals et les montages financiers.

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

Laure Blaise-Lyon, chargée de mission (Culture)

Courriel : [culture@cites-unies-france.org](mailto:culture@cites-unies-france.org)

Président du groupe-thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

## 4<sup>ème</sup> édition de la Journée mondiale pour un tourisme responsable

Le quatrième rendez-vous des acteurs du tourisme responsable aura lieu le 2 juin 2010, à Paris, sur le thème : « Le patrimoine rural, une énergie essentielle pour un tourisme facteur de développement des territoires ».

A travers des conférences, tables rondes débat, la Coalition Internationale pour un Tourisme Responsable (CITR) tentera d'apporter des éléments de réponses pour faire face à ces nouveaux enjeux.

Cette année, le Cameroun laisse la place aux Balkans. Face à ce territoire couvrant plusieurs nations, représentants gouvernementaux, associations, experts scientifiques et professionnels du tourisme débattront sur une question centrale : « **Tourisme responsable et patrimoine rural dans les Balkans : comment valoriser les traditions locales au sein d'espaces ruraux fragiles ?** »

(Extrait du communiqué de presse; pour plus de détails : [www.coalition-tourisme-responsable.org](http://www.coalition-tourisme-responsable.org))

Le président du groupe tourisme a été associé à la préparation de cette journée, en raison de son implication sur la thématique et de la dimension géographique choisie.

## Prochaine réunion tourisme responsable de Cités Unies France différée

Faisant suite à la réunion du 13 janvier 2010, la prochaine réunion du groupe se fera à la rentrée de septembre. Pour des raisons de calendrier, liées aux activités internes et à la finalisation de l'étude « tourisme et coopération », il semble plus pertinent de réunir le « groupe tourisme responsable » après l'été pour donner une meilleure visibilité aux nombreux événements du dernier trimestre 2010.

D'ores et déjà, nous vous prions de bien vouloir mettre une option sur la date du mercredi 15 septembre 2010 après-midi.

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

## Coopération décentralisée et réduction de la fracture numérique

L'accès à l'information pour tous représente aujourd'hui un enjeu clef du développement des pays du Sud. Les équipements et la connectivité définissant l'accès, associés à des usages et des contenus adaptés, composent les conditions sine qua non pour une intégration efficace des pays du sud dans la société de l'information.

Au sein de ces nouveaux enjeux, l'éducation occupe une place particulièrement importante.

La France s'est ainsi engagée à scolariser 16 millions d'enfants en Afrique d'ici 2010, et tous les enfants, d'ici 2015, à recruter et à former les quelque 3,8 millions d'enseignants supplémentaires nécessaires pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle en Afrique sub-saharienne d'ici 2015.

Dans ce cadre, la **Délégation Interministérielle pour l'Education Numérique en Afrique (DIENA)** a été créé par décret du 23 février 2010 du Président de la République.

À travers l'équipement des écoles d'un Tableau Blanc Interactif (TBI), la formation des professeurs et le développement de contenus pédagogiques adaptés, le programme vise à initier une véritable dynamique d'éducation numérique en Afrique.

Parallèlement, dans le cadre de son appel à proposition, le ministère des Affaires étrangères et européennes a, depuis 2006, souligné l'importance du numérique et encourage les collectivités à mener des actions de coopération décentralisée dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Dans ce contexte, il paraît essentiel de s'interroger dans quelle mesure les collectivités territoriales, à travers leurs coopérations numériques, peuvent avoir un impact sur le développement des pays du Sud, l'accès à l'éducation et la réduction de la pauvreté.

C'est pour tenir compte de cet enjeu grandissant et de son appropriation par les collectivités locales dans leurs projets de coopération décentralisée que Cités Unies France s'est rapprochée de l'**Agence Mondiale de Solidarité Numérique (ASN)**.

Ce rapprochement a d'ores et déjà permis un travail en commun pour la préparation d'une conférence sur le thème « **Coopération décentralisée et fracture numérique** ». Elle aura lieu lors de l'Assemblée Générale de Cités Unies France et du premier Forum de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités (ICIC), **au Palais des Congrès de Paris le lundi 5 juillet 2010, de 17h à 18h30.**

## Le lancement du dialogue structuré ou dialogue de Palerme, le 23 mars, à Bruxelles

Le lancement du débat européen sur l'implication des acteurs-non-étatiques et des autorités locales dans la politique européenne de développement a eu lieu mardi 23 mars à Bruxelles en présence du Commissaire Andris Piebalgs, du parlementaire européen Charles Goerens, du représentant de la présidence espagnole Felix Fernandez et de Platforma. Suite à ce lancement formel, la première réunion de travail a eu lieu le 27 avril 2010.

## Débat sur l'implication des autorités locales dans la future programmation européenne du développement (2014-2020) : le dialogue de Palerme

**Palerme** est un dialogue informel sur l'implication de la société civile et des autorités locales dans les politiques et programmes européens de développement.

**Participants** : la Commission, les Etats membres, le Parlement et les plateformes d'autorités locales et d'acteurs non-étatiques.

**Contexte** : Ne concernant d'abord que les ONG, ce dialogue a été lancé par Europeaid, en 2002, et a donné lieu au séminaire de Palerme, en 2003. Il a permis de mieux structurer la relation entre les ONG et la Commission.

En 2008, dans le contexte des nouveaux programmes communautaires et notamment le programme ANE-AL, du programme d'Accra, la Commission a lancé un nouveau dialogue baptisé Palerme II dans lequel les autorités locales sont présentes pour la première fois.

### Calendrier :

Juillet 2009 :	Début des échanges :
15 janvier 2010 :	Réunion préparatoire avec les plateformes
23 mars 2010 :	Lancement officiel du dialogue à Bruxelles
27 avril 2010 :	Discussion des groupes de travail (20 participants par groupe)
1-4 juin 2010 :	Séminaire régional Mali, Bamako
13 juillet 2010 :	Discussion groupe de travail
... :	Séminaire régionale Amérique latine
Octobre 2010 :	Discussion groupe de travail
... :	Séminaire Asie
Printemps 2011 :	Conférence finale de restitution

### Objectifs et résultats attendus :

L'objectif général est d'augmenter l'efficacité des acteurs impliqués dans le développement. Cet objectif sera atteint en construisant un consensus sur les principales questions concernant le rôle des acteurs-non-étatiques et des autorités locales (ANE-AL) dans le développement. Le dialogue cherchera les façons d'améliorer la participation des ANE-AL à la politique et aux programmes européens de développement dans le but d'améliorer et de renforcer les partenariats afin d'adapter les stratégies et modalités communautaires.



**Les *Open Days*, semaine européenne des villes et régions à Bruxelles, se tiendront cette année, du 4 au 7 octobre 2010**

Plus de 7 000 participants sont attendus pendant ces trois jours durant lesquels les autorités locales européennes organisent des séminaires sur des thèmes comme la cohésion, la coopération internationale ou encore la compétitivité. Parmi les 28 partenariats recensés qui regroupent près de 250 collectivités, figurent 12 régions, 5 départements et 4 villes français.

**Programme acteurs-non-étatiques et autorités locales : appel à propositions pour les autorités locales - réponse de la Commission**

Le programme acteurs-non-étatiques et autorités locales subventionne des actions de coopération ayant pour but général de réduire la pauvreté dans le contexte du développement durable. Les subventions sont attribuées par appel à propositions. Le 1<sup>er</sup> décembre dernier, la Commission a lancé un appel à propositions restreint pour les autorités locales, réservant plus de 27 millions d'euros pour les projets des collectivités territoriales. Plus de 450 collectivités territoriales européennes ont répondu à cet appel.

**Le 30 avril**, la Commission européenne invitera, par courrier électronique et lettre, à soumettre les formulaires complets de demande et notifiera les résultats de l'évaluation des notes succinctes de présentation pour les propositions non présélectionnées (envoyé par lettre).

Pour les projets sélectionnés, la date limite de soumission des formulaires complets de demande est le 25 juin 2010.

**Attention : appel à propositions : prolongation de délai possible**

En conséquence de la rupture du trafic aérien en Europe du Nord causé par le nuage de cendres volcaniques, des extensions de délai de soumission peuvent être délivrées à titre exceptionnel. Tous les soumissionnaires potentiels doivent suivre les informations sur le site internet d'europeaid.

**FORMATION : « Comment répondre aux appels à propositions européens pour la coopération décentralisée ? », les 24 et 24 juin 2010**

En vue de répondre aux nombreuses attentes exprimées par ses adhérents, Cités Unies France, avec l'Agence française du Développement, organise, au siège de l'AFD, une formation sur les appels à propositions européens. Les trois grands objectifs de cette formation sont :

- identifier les financements européens pour un projet ;
- rédiger la note succincte ;

- rédiger le formulaire complet : cadre logique et budget.

**Attention** : il n'y a que 15 places disponibles. Une deuxième édition de cette formation sera proposée fin septembre. Les collectivités territoriales adhérentes bénéficieront d'un tarif d'inscription réduit.

*Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)  
Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

# CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



**Le bureau mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis, du 25 au 27 avril, à Chicago**

Un des sujets principaux du bureau concernait le 3<sup>ème</sup> Congrès mondial de CGLU. Le maire de la ville de Mexico, Marcelo Ebrard Casaubon, est venu lui-même présenter l'état des préparations et le programme : quatre jours de sessions de travail, réunions statutaires, « *side events* », mais aussi des visites de terrain dans la ville, une nouveauté. 3 000 élus et hauts responsables des collectivités locales et régionales sont attendus.

La veille du bureau, la section européenne de CGLU, le CCRE, a tenu une réunion technique de préparation, sous la présidence de Frédéric Vallier, son nouveau secrétaire général.

Sous les encouragements nombreux, y compris de plusieurs membres français, CGLU s'est engagée à mieux valoriser les commissions et groupes de travail. Ces derniers devraient donner une place plus importante à la diversité des membres et favoriser un travail de fond. Le secrétaire général de CGLU-Afrique, Jean-Pierre Elong M'Bassi, a soulevé les contraintes financières des élus africains rendant la participation difficile aux travaux des commissions et a interpellé CGLU à ce sujet.

La secrétaire générale de CGLU fait désormais partie du Groupe de préparation du Forum des Nations Unies, prévu en septembre, dédié aux OMD, 10 ans après 2000 et 5 ans avant 2015. Une délégation de CGLU, menée par son président, Bertrand Delanoë se rendra à New York.

Ronan Ledantec, adjoint au maire de Nantes, négociateur pour CGLU, a présenté l'état des lieux des négociations du prochain sommet à Cancun « COP 16 ». Le bilan est mitigé. Des enjeux pour les collectivités du Sud sont immenses, au vu des sommes sur la table en matière d'aide aux pays du Sud. Même un infime pourcentage directement destiné aux collectivités représenterait des montants importants.

Charles Josselin, membre du bureau de CGLU, a présenté, en son nom et celui de Richard Kemp, conseiller municipal de Liverpool, le rapport du comité des sages de CGLU, sur le nouveau départ de la section africaine de l'organisation mondiale. Les représentants de CGLU-A ont exprimé leur grande satisfaction. L'Afrique rattrapera vite son retard, soulignait Jean-Pierre Elong M'Bassi.

Cette réunion était l'occasion pour Cités Unies France de renouer les liens avec la Ligue nationale des villes américaines (*National League of Cities*) et d'aborder le congrès de Mexico et l'échange d'expertise.

Par ailleurs, Hillary Clinton a nommé une responsable pour les collectivités territoriales au Département d'Etat. Une nouveauté.

La réunion du bureau coïncidait avec la rencontre de la ville de Chicago et ses trente villes jumelles, y compris la ville de Paris. Un bel exemple de regards « croisés » sur des grandes thématiques.

## Agence d'urbanisme et coopération décentralisée

En partenariat avec la Fédération Nationale des Agences d'urbanisme (FNAU) et l'Agence Française de Développement (AFD), Cités Unies France participe à la réalisation d'un guide sur les agences d'urbanisme et la coopération décentralisée. Ce guide a pour objectif, à l'instar du guide intitulé : « Société d'économie mixte (SEM) et coopération décentralisée », de favoriser un rapprochement des élus avec les techniciens des agences d'urbanisme, et les techniciens des relations internationales des collectivités territoriales françaises pour une meilleure collaboration.

Ce guide sera achevé en octobre 2010.

*Pour plus d'informations :*

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

## Télédéclaration de l'aide publique au développement

Comme chaque année, dans le cadre de l'enquête menée par la Direction générale du Trésor et de la politique économique au ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, en partenariat avec l'OCDE, il est demandé aux collectivités territoriales, au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales, de déclarer en ligne leurs données budgétaires portant sur leurs versements au titre de l'Aide publique au développement pour l'année 2009. La Commission nationale de la coopération décentralisée mettra en ligne sur le site de France Diplomatie, le 17 mai 2010, la télédéclaration de l'Aide publique au développement des collectivités territoriales. Cette télédéclaration s'adresse à toutes les collectivités territoriales françaises qui :

- ont mené en 2009 des projets de coopération décentralisée dans des pays en développement (y compris des jumelages). Les frais administratifs (salaires, frais de service, missions) sont également à télédéclarer ;
- ont versé en 2009 des subventions à des associations locales ou des ONG en France ou dans le pays partenaire afin qu'elles gèrent pour leur compte des projets dans des pays en développement ;
- ont affecté en 2009 jusqu'à 1% de leur budget « eau » ou « électricité » à des actions de solidarité internationale et des actions d'aide d'urgence dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- ont effectué en 2009 des versements au bénéfice d'organisations internationales multilatérales.

Les résultats de cette télédéclaration seront adressés par les services de la DAECT, au plus tard le 22 juin 2010, au ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, ainsi qu'à l'OCDE afin que ces données financières soient prises en compte dans le Rapport annuel sur la coopération pour le développement dans lequel apparaissent les montants des collectivités. Ces données seront également utilisées par l'ensemble des services de la Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM) du ministère des Affaires étrangères et européennes. Elles seront donc très largement diffusées et seront intégrées par année dans les fiches des collectivités contenues dans l'Atlas français de la coopération décentralisée. Ces données font l'objet par ailleurs d'une synthèse dans le Document de politique transversale et le Projet de loi de finances de l'année en cours. Cette télédéclaration est, enfin, une condition d'octroi d'un cofinancement du MAEE pour le dernier appel à projets 2010-2012.

Lors de la télédéclaration de l'an passé, les flux d'aide publique au développement des collectivités territoriales étaient ressortis en forte hausse à 72 M (chiffres 2008) contrairement aux 62 M en 2007, 54 M en 2006 et 50 M en 2005. Cette progression s'explique notamment par la mise en place de cette déclaration en ligne. Cet outil place la France en première ligne, en termes d'innovation, dans le calcul annuel des montants affectés ou versés par les collectivités territoriales dans le cadre de projets menés dans des pays en développement. La dématérialisation complète de l'ensemble de la procédure a ainsi permis une nette amélioration des méthodes de collecte statistique quantitativement et qualitativement. Toutefois, ces chiffres sont sous-estimés et il est indispensable que toutes les collectivités nous communiquent leurs données financières.

## **Séminaire international « Prendre part aux politiques publiques »**

Les 25 et 26 mars 2010, le CFSI (Comité Français pour la solidarité Internationale) a organisé un séminaire international à Paris sur le thème : « Prendre part aux politiques publiques ».

Ce séminaire se tenait dans le cadre du programme « Société civile et participation » du CFSI, de l'Agence française du Développement et du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Il s'agissait de mutualiser les pratiques des organisations de la société civile (OSC) dans le processus de dialogue avec les pouvoirs publics, et de capitaliser sur ces pratiques. Le programme mené par l'Institut de recherche et de débat sur la gouvernance (IRG) a servi d'éclairage aux travaux.

Pour plus d'information : [www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)

## **EDUCATION AU DÉVELOPPEMENT**

### **Bilan de la journée d'échange du 25 mars**

La journée d'échanges sur les partenariats entre associations et collectivités territoriales en matière d'Éducation au développement a rassemblé, le 25 mars dernier, 80 personnes dans les locaux de Cités Unies France.

Cette journée a été l'occasion de mesurer l'importance que les collectivités et les associations attachent à cette mobilisation ; elle a également suscité des attentes pour des rencontres plus techniques sur le montage d'actions conjointes.

### **Site Internet de Cités Unies France**

Les pages consacrées à l'Éducation au développement (EAD) sur le site de Cités Unies France ont été réactualisées. Il s'agit, au-delà de l'EAD, de donner des pistes aux collectivités territoriales sur la mobilisation citoyenne, sur l'ancrage dans les territoires de la solidarité internationale. A cet égard, vous avez accès sur notre site aux dernières publications de CUF en la matière. En plus du Manuel conjoint avec EDUCASOL à l'intention des collectivités territoriales, vous y trouverez le hors-série d'Altermondes consacré aux collectivités territoriales et à leur ouverture à la solidarité internationale (nov. 2009, à commander), le « 4-pages », élaboré avec l'AITEC sur l'Intérêt de s'engager pour une collectivité territoriale.

### **OMD**

#### **Du 20 au 22 septembre 2010 : un sommet pour les Objectifs du Millénaire, à New York**

Le sommet OMD+10 se prépare. Les collectivités françaises seront présentes, aux côtés des ONG et syndicats, pour défendre une position commune, au sein de la plateforme « Action

mondiale contre la pauvreté », envers les autorités françaises.

Des outils de mobilisation spécifiques aux collectivités territoriales sont aussi en cours de préparation, en partenariat avec la Campagne des Nations Unies pour le Millénaire. Plus d'information bientôt sur notre site Internet.

## **Préparation du sommet OMD+10 : la journée de rencontre-débat : « En route vers le sommet des OMD »**

Dans le cadre de la préparation du séminaire OMD+10, le ministère des Affaires étrangères et européennes, l'AFD, Action mondiale contre la pauvreté, la Fondation Chirac et Cités Unies France organisent, le 19 mai 2010, une journée de débats pour préciser la position française lors de ce sommet.

*Pour s'inscrire :* [jacqueline.berlin@diplomatie.gouv.fr](mailto:jacqueline.berlin@diplomatie.gouv.fr) (l'inscription est obligatoire, le nombre de places est limité).

## **Journée « Coopération internationale : des clefs pour agir. Rencontre des acteurs aquitains », le 20 mai 2010**

Le centre régional de ressources pour la coopération internationale en Aquitaine « Cap Coopération » organise à Pessac le jeudi 20 mai, de 9h00 à 18h00, à la Maison des Suds, 12 Esplanade des Antilles (Domaine universitaire), la deuxième édition des rencontres intitulées : « Coopération internationale : des clefs pour agir ». Cette journée sera cette année consacrée à la question de la multiplication des acteurs de la coopération internationale.

L'objectif de la journée est de favoriser les rencontres et les échanges d'expériences entre les différents types d'acteurs de la coopération internationale en Aquitaine (associations, collectivités territoriales, universités et organismes de formation, entreprises...).

L'inscription est gratuite mais obligatoire car le nombre de places est limité (inscription avant le mercredi 12 mai : [assistant@capcooperation.org](mailto:assistant@capcooperation.org)).

*Pour plus d'informations :* [www.capcooperation.org](http://www.capcooperation.org)

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France ([www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org))

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée	Barcelone	2 - 3 mai	Commission Méditerranée de CGLU
Journée Madagascar en coopération avec pS-Eau	CUF	4 mai	CUF/pS-Eau
Réunion du groupe-pays Bénin	CUF	5 mai (matin)	CUF
Réunion conjointe du groupe-pays Brésil et du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba	AFD	5 mai	CUF/AFD
2 <sup>ème</sup> Forum entre les gouvernements locaux de l'Union européenne et d'Amérique latine et des Caraïbes	Vitória-Gasteiz (Espagne)	5 - 7 mai	Fédération Espagnole des Municipalités et Provinces (FEMP)
Deuxièmes rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée	Kanazawa (Japon)	12 - 13 mai	Comité de pilotage
13 <sup>ème</sup> Journée de la Coopération décentralisée de l'Ambassade du Burkina Faso : « Quelles synergies entre acteurs agissant au Burkina Faso pour un développement durable optimum ? »	Ambassade du Burkina Faso en France	15 mai	Ambassade du Burkina Faso en France
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	18 mai	CUF
Réunion du groupe-pays Algérie	CUF	19 mai (matin)	CUF
Journée d'information : « Les volontariats : un outil pour renforcer les coopérations décentralisées »	CEDIAS	19 mai (matin)	CUF/France Volontaire
Séminaire : « En route vers le sommet des OMD »	Centre de conférences ministériel, Paris	19 mai	MAEE
Réunion du groupe-pays Liban	Lyon	20 mai (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Mauritanie	Paris	20 mai	CUF
Journées Terre et Paix	Fougères	22 - 29 mai	Ville de Fougères



# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France ([www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org))

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Séminaire de Platforma : « Le changement climatique et la coopération au développement : les solutions locales innovantes »	Andalousie	25 - 26 mai	Platforma
Réunion du bureau exécutif	CUF	1 <sup>er</sup> juin (matin)	CUF
Première réunion du groupe-pays Inde	CUF	2 juin (après-midi)	CUF
4 <sup>ème</sup> édition de la journée mondiale pour un tourisme responsable	Conseil régional Ile de France	2 juin	Coalition Internationale pour un Tourisme Responsable (CITR)
Conférence régionale « Développement territorial et cohésion sociale au sein de l'espace UEMOA : quel rôle et quelles modalités d'implication des collectivités dans le processus d'intégration régionale ? »	Ouagadougou	8 - 10 juin	Commission de l'UEMOA
Séminaire pour une coopération croisée franco-brésilienne	Brasilia	10 - 11 juin	FCI
Deuxième FALP, pour des métropoles solidaires	Getafe (Espagne)	10 - 11 juin	Commission Inclusion sociale de CGLU
Semaine internationale à Bouguenais	Bouguenais	16 - 25 juin	Ville de Bouguenais
3 <sup>èmes</sup> rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Nanjing	18 - 20 juin	Comité de pilotage
Séminaire des directeurs de la coopération décentralisée d'Afrique de l'Ouest : « Concevoir et Financer un Projet de Développement »	AFD	22 - 24 juin	DAECT/AFD/CEFEB
Réunion du groupe de travail sur le renforcement institutionnel	Barcelone	28 - 29 juin	Groupe de travail sur le renforcement institutionnel

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France ([www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org))

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Formation financements européens pour la coopération décentralisée	AFD	24 - 25 juin	CUF/AFD
4 <sup>ème</sup> Forum mondial des droits de l'homme	Nantes	28 juin - 1 <sup>er</sup> juillet	CGLU/ Nantes/Région Pays de la Loire
Premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture	Toulouse	1 <sup>er</sup> - 2 juillet	CUF/Ville de Toulouse
Forum « Coopération internationale des collectivités territoriales » / Assemblée générale de CUF	Palais des Congrès, Paris	5 - 6 juillet	CUF/ICIC
Université d'été du CRID (collectif d'ONG)	Pessac (33)	7 - 10 juillet	CRID/ partenaires
Assises de la coopération décentralisée franco-arméniennes	Erevan	7 - 8 octobre	MAEE/ Ambassade de France à Erevan/ Grand Lyon
Premières assises de la coopération décentralisée sénégal-européennes	Dakar	20 - 21 octobre	Comité de pilotage
Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Haiphong	5 - 6 novembre	Comité de pilotage
Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et 3 <sup>ème</sup> Congrès mondial de CGLU	Ville de Mexico	17 - 20 novembre	Cités et Gouvernement locaux
3 <sup>èmes</sup> rencontres franco-russes des collectivités territoriales	Strasbourg	26 - 27 novembre	Comité de pilotage

## COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2010)
- Dossier pays INDE (à paraître 2010)
- Dossier pays JAPON (nouvelle édition - avril 2010)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006) (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI (à paraître en 2010)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI (première édition 2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays BÉNIN (à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO (à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER (à paraître en 2010)
- Dossier pays CAMEROUN (à paraître en 2010)
- Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître en 2010)

## RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- franco-américains (en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

## COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

### *NOUVEAU !*

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale** (CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

## COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

### *NOUVEAU !*

- **Coopération décentralisée et alimentation en Afrique** (CUF-CFSI - mars 2010)
- **Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international** (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

## COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

## OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)  
15 euros
  - L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée  
10 euros
  - Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)  
10 euros
  - Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)  
10 euros
  - Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)  
22 euros
  - **Cahiers de la coopération décentralisée**  
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009  
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)
- PROMOTION !**
- Dossier pays PALESTINE + DVD  
« Voter en Palestine » - 35 euros

## BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom : .....  
Prénom : .....  
Fonction : .....  
Collectivité : .....  
Adresse : .....  
CP : ..... Ville : .....  
Tél. : ..... Fax : .....  
Courriel : .....

Je joins un chèque de ..... euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Katarina FOTIC, responsable des publications  
Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

*NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.*

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :  
[www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46](http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46)

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la Lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)